

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

| Effectif<br>légal | Présents | Procurations<br>+<br>Absents |
|-------------------|----------|------------------------------|
| 25                | 14       | 11                           |

N° de la séance : 19

Objet de la délibération : Direction de la  
Commande Publique - Constitution d'un  
groupement de commandes pour  
l'acquisition de carburants

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.152

Date de la convocation :  
**Le 11/07/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **26 JUL. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **26 JUL. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 18 juillet 2016**

L'an deux mil seize et le 18 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE

**Monsieur MAURIN,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a engagé depuis 2012 avec les Communes membres une réflexion sur la mise en place d'une logistique visant à optimiser la gestion des ressources publiques et à contribuer à la réalisation d'économies sur les achats.

Il s'agit concrètement de mutualiser les procédures de marchés publics en recourant aux groupements de commandes pour gérer les besoins en fournitures, services et travaux communs à la CASA et aux collectivités membres intéressées.

C'est dans ce cadre que vous est proposée, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 en date du 23 juillet 2015, la constitution d'un groupement de commandes pour l'acquisition mutualisée de carburants.

Cette acquisition se composera d'un marché unique.

Il vous appartient en conséquence d'approuver la convention constitutive dudit groupement dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Composition du groupement :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

La commune d'Antibes Juan-les-Pins

La commune de Biot

La commune de Capières

La commune de Gréolières

La commune du Bar sur Loup

- Modalités de fonctionnement : comme définies dans la convention constitutive ci jointe.

-Coordonnateur : La ville d'Antibes a proposé d'être le coordonnateur du groupement de commandes constitué. Elle sera autorisée à signer le marché, à le notifier et à l'exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

-Commission d'Appel d'Offres : la Commission d'Appel d'Offres est celle du coordonnateur.

-Répartition financière entre les membres du groupement : selon les consommations réelles de chaque membre du groupement.

-La durée du groupement : le groupement est constitué pour la durée du marché qui est conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2020.

Le marché peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2020.

**VU** la délibération du Conseil Communautaire CC.2014.005 du 14 avril 2014 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions de constitution de groupement de commandes,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes pour l'acquisition mutualisée de carburants,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale,
- d'approuver la désignation de la ville d'Antibes Juan-les-Pins en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit marché conformément à la réglementation des marchés publics,
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement,
- d'autoriser Monsieur le Maire d'Antibes Juan-les-Pins à signer les pièces qui constituent le marché à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres et si nécessaire de pouvoir recourir aux dispositions de l'article 30 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics après décision de la Commission d'Appel d'Offres.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes pour l'acquisition mutualisée de carburants,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale,
- d'approuver la désignation de la ville d'Antibes Juan-les-Pins en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit marché conformément à la réglementation des marchés publics,
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement,
- d'autoriser Monsieur le Maire d'Antibes Juan-les-Pins à signer les pièces qui constituent le marché à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres et si nécessaire de pouvoir recourir aux dispositions de l'article 30 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics après décision de la Commission d'Appel d'Offres.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 18 juillet 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
**Jean LEONETTI**



## **ACQUISITION DE CARBURANTS**

### CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

#### **Entre**

La **Commune d'Antibes**, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du ,

#### **ET**

La **Commune de Biot**, représentée par son Maire, Madame dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du ,

#### **ET**

La **Commune de Capières**, représentée par son Maire, Monsieur dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du ,

#### **ET**

La **Commune de Gréolières**, représentée par son Maire, Monsieur dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du ,

#### **ET**

La **Commune du Bar sur Loup**, représentée par son Maire, Monsieur dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du ,

#### **ET**

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son Président dûment habilité par délibération du Bureau Communautaire en date du 18 juillet 2016.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en vue de la passation d'un marché de fourniture de carburants, conformément à l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

L'acquisition de carburants fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande avec minimum et sans maximum, conformément aux dispositions de l'article 78 du décret du 25 mars 2016.

#### **Acquisition de SP95 et de Gasoil par approvisionnement**

Le groupement a pour vocation la passation et l'exécution du marché de fournitures nécessaires à l'objet de la présente convention.

### **ARTICLE 2 : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Les membres du groupement de commandes sont définis ci-dessus.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

### **ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Le groupement est constitué pour la durée du marché qui est conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2020.

Le marché peut être reconduit par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2020.



## **ARTICLE 4 – COORDONNATEUR**

La ville d'Antibes est désignée coordonnateur du groupement de commandes, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

A ce titre, la Ville d'Antibes sera chargée de gérer les procédures, de signer les marchés, de les notifier au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Elle est notamment chargée de :

- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- convoquer la commission d'appel d'offres ;
- informer les candidats retenus et non retenus ;
- signer les marchés ;
- établir le rapport de présentation au représentant de l'Etat et adresser les marchés au contrôle de la légalité ;
- notifier les marchés ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- de régler les éventuels litiges liés à la passation et à l'exécution du marché ;
- d'ester en justice dans l'hypothèse d'un contentieux.

La Ville d'Antibes coordonne l'exécution du marché dans les conditions des articles 7, 8 et 9 de la présente convention.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement tous les actes et les informations relatives au groupement.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

## **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs propres, préalablement au lancement des procédures ;
- Participer à l'exécution du marché dans les conditions des articles 7, 8 et 9 de la présente convention ;
- Informer le Coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation des marchés, objet de la présente convention.

## **ARTICLE 6 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

En application de l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Locales, la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur du groupement de commandes.

## **ARTICLE 7 - COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI**

### **Article 7-1 : Composition du comité technique de coordination et de suivi**

Le comité technique de coordination et de suivi est composé d'un représentant de chaque membre du groupement.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- la procédure d'élaboration et de passation du marché public,
- la procédure d'exécution des marchés publics.

### **Article 7-2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi**

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement des marchés.

#### ***7.2.1 : Passation des marchés***

Le comité technique est chargé, pour chaque marché :

- de participer à l'élaboration des pièces du marché public, en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du candidat à la commission d'appel d'offres ;

#### ***7.2.2 : Exécution des marchés***

Le coordonnateur est chargé du suivi des montants minimum et maximum, ainsi que des consommations globales des marchés.

Dès la notification des marchés, le comité technique pourra se réunir à chaque fois qu'il est nécessaire.

Chaque membre du comité technique disposant d'une cuve sera chargé :

- d'émettre les engagements juridiques et comptables et de les transmettre directement aux titulaires du marché ;
- de valider le contrôle de la prestation. Il remet autant que de besoin, les rapports de constat de réalisation ouvrant droit au paiement ;
- de procéder au paiement direct du titulaire du marché dans les conditions de l'article 9.3 de la présente convention ;

Les cuves des membres du groupement pourront être utilisées par d'autres membres du groupement dans les conditions de l'article 8 de la présente convention.

## **ARTICLE 8 : MISE A DISPOSITION DES CUVES**

Le principe est que chaque commune disposant d'une cuve s'approvisionne directement sur le site qui lui est propre.

Les cuves pourront être utilisées par d'autres membres du groupement que leur propriétaire. Cette utilisation pourra, le cas échéant, faire l'objet d'accords conventionnés entre les différents acteurs, détaillant notamment les modalités de fonctionnement (horaires,...).

Les clauses administratives particulières du marché préciseront ces modalités de mise à disposition des cuves, qui pourront évoluer en cours de marché.

A la date de signature de la présente convention de groupement, les mises à dispositions de cuves sont les suivantes :

- La Ville de Biot, qui ne dispose pas de cuve, pourra s'approvisionner à la cuve appartenant à la Ville d'Antibes, qui procédera aux opérations de refacturation, de manière trimestrielle.
- Le tractopelle de la CASA viendra également s'approvisionner à la cuve appartenant à la Ville d'Antibes, cette dernière procédant également aux opérations de refacturation, de manière trimestrielle.

## **ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### ***Article 9-1 : Détermination des coûts***

L'acquisition de carburants fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande dont les montants seront les suivants :

- volume minimum annuel de 250 000 litres,
- sans volume maximum annuel.

### ***Article 9-2 : Répartition financière***

La répartition financière sera fonction de la consommation de chaque membre.

Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins.

### ***Article 9-3 : Modalités de paiement***

Chaque membre se charge du paiement direct au titulaire du marché.



Chaque membre tient informé le coordonnateur des montants de mise en paiement de la somme qui lui incombe.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation, avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

#### **Article 9-4 : Modalités de refacturation**

Chaque commune disposant d'une cuve veillera à son approvisionnement, lequel fera l'objet d'une facturation à chaque remplissage. Pour les consommations des collectivités non propriétaires de cuve, celles-ci feront l'objet d'une refacturation par la collectivité propriétaire de cuve.

A chaque remplissage correspond un prix au litre de référence établi sur la base de la facture par la commune propriétaire de la cuve. La refacturation établie pour chaque commune reprendra le prix au litre de référence en cours à la période d'utilisation de la cuve.

La fréquence de refacturation est trimestrielle.

#### **ARTICLE 10 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT - EVALUATION**

La Ville de Biot et la CASA (tractopelle de la déchetterie) ayant déjà l'habitude d'utiliser la cuve de la Ville d'Antibes, les frais annuels de fonctionnement seront fixés à :

- 100 €/an pour la Ville de Biot,
- 30 €/an pour la CASA.

L'acquisition des badges, pour l'utilisation de la station de la Ville d'Antibes, sera également refacturée au prix coutant (5€32 par badge en 2016).

#### **ARTICLE 11 : MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT**

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, sous réserve d'un préavis de trois mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée au coordonnateur, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

## **ARTICLE 12 : AVENANTS A LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre tous les signataires, fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 13 : LITIGES**

### **13.1 : Litige résultant de la présente convention**

Les signataires conviennent qu'en cas de litiges, qui résulteraient de l'application de la présente Convention, une conciliation devra être organisée en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre chaque partenaire. Les frais d'expertise sont partagés entre les parties.

A défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la constatation du litige, et sauf prorogation de ce délai admise par les parties, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

### **13.2 : Litige résultant du marché**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du(es) marché(s), le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

Quel que soit le contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

La résiliation du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

La résiliation de la présente convention, qui sera réglée par voie d'avenant, entraîne la résiliation du marché.

## **ARTICLE 15 : ANNEXES**

Les annexes qui seront apportées à la présente Convention seront les suivantes :

- Les conventions de mise à disposition de cuve entre collectivités d'utilisation.

Fait à....., le

Monsieur le Maire  
De la Commune d'Antibes

Madame le Maire  
De la Commune de Biot

Monsieur le Maire  
De la Commune de Capières

Monsieur le Maire  
De la Commune de Gréolières

Monsieur le Maire  
De la Commune de Le Bar sur Loup

Monsieur le Président  
De la Communauté D'Agglomération  
Sophia Antipolis

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 18/07/2016  
Numéro : BC.2016.152  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Constitution d'un groupement de commandes pour l'acquisition de carburants  
Matière : 1.1 - Marchés publics

**Interlocuteur**

Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 111821243  
Référence envoi : IDF2016-07-26T11-02-35.00  
Envoyé le : 26/07/2016  
à (TU) : 09h02:57

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 26/07/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160718-AOI\_6343-DE

**Acte reçu**

Date : 18/07/2016  
Numéro interne : AOI\_6343  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 1  
Code matière 2 : 1  
Objet : Constitution d'un groupement de commandes pour l'acquisition de carburants  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160718-AOI\_6343-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20160718-AOI\_6343-DE-1-1\_2.pdf